



THE SKY'S LIMIT AFRICA:

The case for a just energy transition from fossil fuel production in Africa

Résumé exécutif

En mai 2021, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié son premier scénario mondial compatible avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius (°C) et établit que les nouveaux gisements de pétrole et de gaz ainsi que les mines de charbon sont incompatibles avec cet objectif climatique urgent. Le rapport de l'AIE vient étayer les recherches menées *par Oil Change International* et de nombreuses autres organisations, qui montrent qu'il est urgent d'éliminer progressivement la production mondiale de combustibles fossiles pour éviter les pires conséquences du changement climatique.

Au vu des impacts climatiques, des coûts humains et des risques économiques des nouveaux projets d'exploitation du pétrole, du gaz et du charbon, **aucun nouveau projet d'extraction de combustibles fossiles ne devrait être approuvé, en Afrique ou ailleurs.** Ce rapport préconise une élimination progressive, équitable et gérée de la production de combustibles fossiles en Afrique, parallèlement à une transition juste vers des énergies renouvelables et des économies vertes démocratiques. Éliminer progressivement la production de combustibles fossiles ne signifie pas arrêter l'utilisation et la production de combustibles fossiles en Afrique du jour au lendemain. Cela signifie plutôt qu'il faut commencer dès maintenant une planification à grande échelle pour s'assurer qu'il y aura du temps et des ressources pour assurer une prise en charge et une transition juste pour les travailleurs et les communautés qui dépendent de la production.

Les coûts de cette élimination progressive ne doivent et ne peuvent pas être supportés de manière égale : **Les pays riches du Nord, qui sont les principaux émetteurs historiques et actuels, doivent agir en premier et le plus rapidement possible pour éliminer progressivement leur production de combustibles fossiles et verser leurs contributions respectives et justes à la transition énergétique mondiale.**

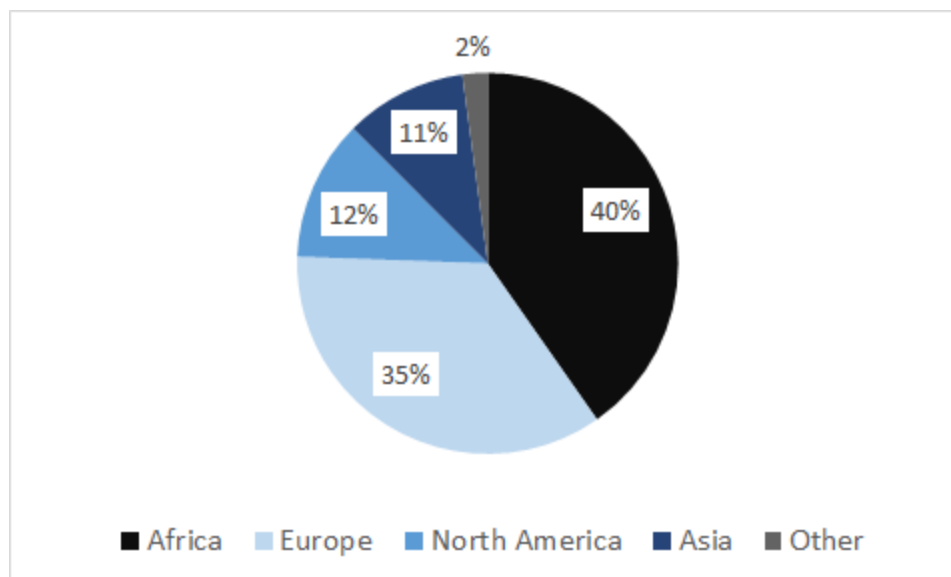
Les conditions contractuelles médiocres, les régimes de subventions et de redevances favorables à l'industrie, les pièges de l'endettement, la corruption et la mainmise démesurée des multinationales sur les ressources fossiles sont autant d'éléments qui font que la production de combustibles fossiles en Afrique n'a jamais servi de vecteur de développement équitable, d'accès à l'énergie ou de souveraineté en matière de ressources. L'industrie étant confrontée à des risques financiers systémiques croissants, la possibilité qu'elle puisse un jour promouvoir un développement juste s'est estompée. Les gouvernements qui choisissent de poursuivre l'exploitation de pétrole, de gaz et de charbon courent maintenant le risque de s'exclure d'une transition vers les énergies renouvelables et d'autres secteurs verts.

Extraction de combustibles fossiles ≠ développement, emplois, ou l'accès à l'énergie

Nous commençons par passer en revue les impacts de la production de combustibles fossiles en Afrique à ce jour et évaluons comment les menaces croissantes qui pèsent sur le secteur sont susceptibles d'influencer ces résultats.

- **Laisser les populations pour compte tout en récompensant les entreprises internationales et en écartant les énergies renouvelables** : La plupart des bénéfices de l'extraction s'écoulent à l'étranger plutôt qu'au niveau local. La figure 1 montre que 60 % de la production prévue au cours des trois prochaines décennies appartiendront à des sociétés multinationales. Cette situation est sur le point d'empirer : si l'on ne prend en compte que la production des nouveaux projets, 66 % sont détenus par des multinationales, Total, Eni, ExxonMobil et BP en tête.

FIGURE 1 : A qui cela profite-t-il ? La production pétrolière et gazière projetée en Afrique, % répartie par région, 2020-2050.



Source : Etude réalisée par Oil Change International à partir des données de Rystad UCube. Sur la base de la localisation du siège de l'entreprise

- **Ne pas apporter les dividendes du développement promis en matière d'emplois et d'accès à l'énergie.** Les secteurs extractifs africains dans leur ensemble emploient moins de 1 % de la main-d'œuvre africaine, et peu des emplois permanents et bien rémunérés reviennent aux populations locales. En comparaison, par dollar investi, les énergies renouvelables créent 2,5 à 5 fois plus d'emplois que les combustibles fossiles, et d'autres investissements dans l'économie verte, comme l'agriculture de conservation, l'adaptation aux changements climatiques, les transports publics et la modernisation des bâtiments à haut rendement énergétique génèrent 5 à 25 fois plus d'emplois. L'Afrique est un exportateur net de pétrole, de gaz et de charbon. Les infrastructures actuelles et futures sont conçues pour approvisionner les marchés étrangers plutôt que pour lutter contre la pauvreté énergétique sur le continent.
- **Mettre en danger la santé, les emplois et l'environnement des communautés de première ligne.** Les communautés proches des sites d'extraction subissent des déplacements et des pertes d'emplois lorsque les terres agricoles, la pêche ou les perspectives touristiques sont compromises, sans compter les graves problèmes de santé, la dégradation environnementale, les violations des droits de l'homme et l'augmentation des conflits violents et de la militarisation.
- **Aggravation de la vulnérabilité climatique accrue de l'Afrique.** L'Afrique n'a contribué qu'à hauteur de 2 % aux émissions mondiales cumulées de 1890 à aujourd'hui. Pourtant, par rapport aux autres continents, elle devrait être le plus durement et le plus rapidement touchée par le changement climatique et disposer des ressources les plus faibles pour en gérer les conséquences.
- **Consolider l'exportation des matières premières à risque tout en écartant les énergies renouvelables et d'autres secteurs verts.** L'Afrique détient près de 40 % de l'ensemble du potentiel mondial en matière d'énergies renouvelables. Continuer à exploiter les combustibles fossiles alors que le secteur est confronté à des vents contraires sans précédent à l'échelle mondiale compromet les perspectives de l'Afrique de tirer parti de ses ressources en énergie solaire et éolienne inégalées.

Les projets de l'industrie des combustibles fossiles comportent d'énormes risques économiques et climatiques pour l'Afrique

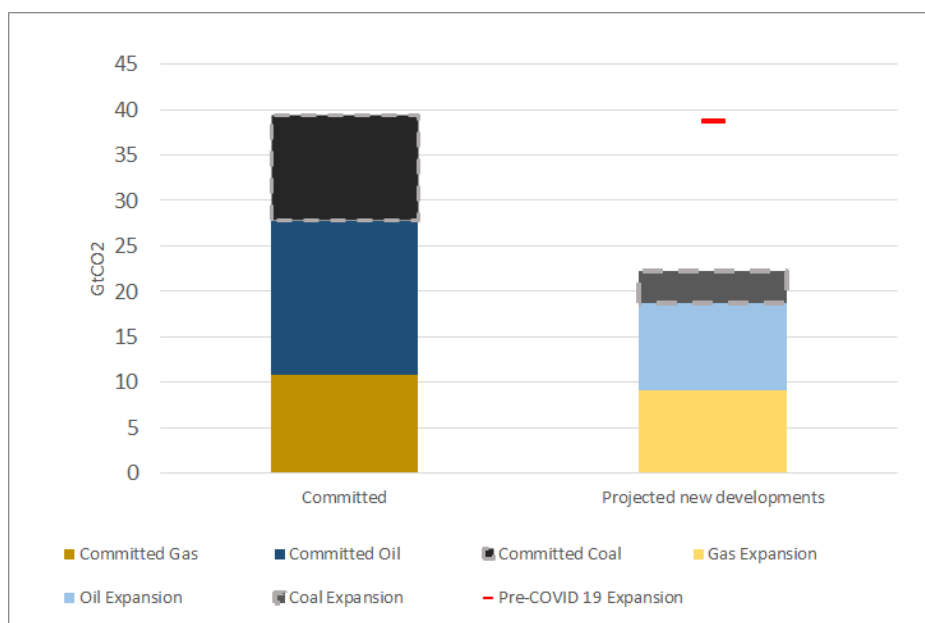
Nous dressons ensuite une cartographie des prévisions en matière de production globale de combustibles fossiles issue de nouveaux projets en Afrique entre 2020 et 2050, au moyen d'un modèle élaboré par le cabinet de conseil Rystad Energy. Nous soulignons que :

- **Si l'industrie des combustibles fossiles extrait le pétrole, le gaz et le charbon dont la production est prévue en Afrique au cours des trois prochaines décennies, elle**

émettra 65 milliards de tonnes de CO₂. Cela équivaut à 13 % du budget carbone associé à une probabilité de 50 % que l'on demeure dans le seuil de 1,5 °C.

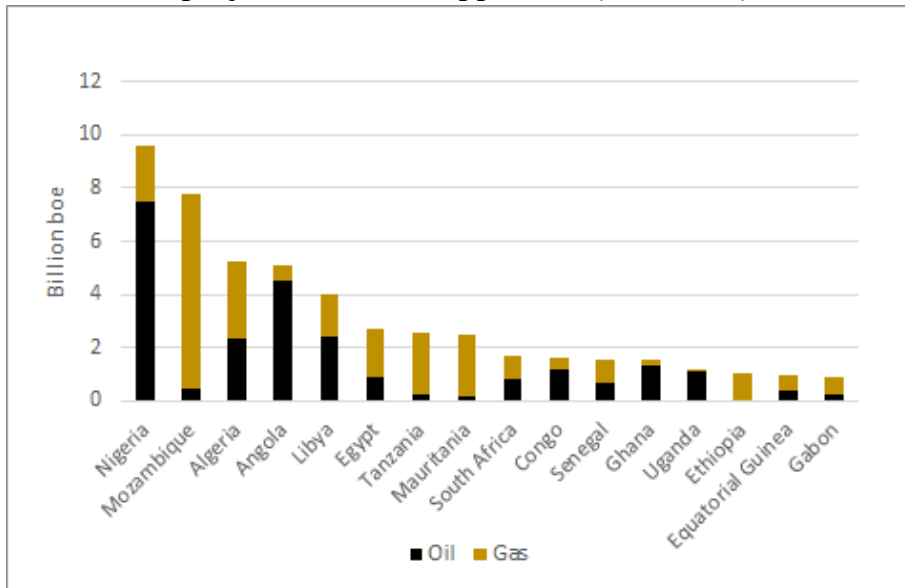
- **Les perspectives de production de combustibles fossiles de l'Afrique se sont davantage réduites par rapport à d'autres régions à la suite des chocs de 2020, et une grande partie de celles-ci risque grandement de devenir des actifs échoués à l'avenir.** Au lieu d'augmenter de 32% d'ici à 2050 comme prévu avant 2020, la production de pétrole et de gaz en Afrique devrait au contraire diminuer de 24%. Contrairement à ce qui était prévu jusqu'en 2050, la production de charbon devrait chuter d'au moins 14 %. 68 % de la production de pétrole et de gaz prévue dans le cadre de projets non encore engagés entre 2020 et 2050 concerne des projets relativement coûteux d'exploitation en eaux profondes, de fracturation ou de production extra-lourde présentant un risque élevé d'échouage.
- **31 % de la production se fait dans sept pays « nouveaux entrants » qui n'ont pas ou ont peu d'activités d'exploitation de pétrole et de gaz existantes.** Sur le top 16 des producteurs de pétrole et de gaz en Afrique d'ici à 2050, 7 pays sont nouveaux dans le secteur (Mozambique, Tanzanie, Mauritanie, Afrique du Sud, Sénégal, Ouganda et Éthiopie). Les projets prévus dans ces pays s'accompagnent de coûts supplémentaires liés à la mise en place de nouvelles infrastructures et de systèmes réglementaires pour leur exploitation.
- **40 % des futures émissions de combustibles fossiles de l'Afrique ne sont pas encore verrouillées.** De 2020 à 2050, 49 % de la production de gaz, 41 % de la production de pétrole et 25 % de la production de charbon prévues devraient provenir de nouveaux projets qui ne sont ni en production ni en développement actuellement.
- **L'industrie de combustibles fossiles pourrait créer jusqu'à 230 milliards de dollars d'actifs échoués provenant de nouveaux projets en Afrique au cours de la prochaine décennie, et 1,4 milliard de dollars d'ici 2050.** Ce sont là les montants que l'industrie des combustibles fossiles prévoit d'investir au cours des 10 et 30 prochaines années dans l'exploration et le développement de nouveaux projets pétroliers et gaziers encore non approuvés. Si la décarbonisation et l'adoption rapide des énergies renouvelables se poursuivent, une grande partie de ces investissements pourrait s'avérer " échoués ", créant le besoin - mais pas les fonds - de remédier aux dommages environnementaux, aux pertes d'emplois du jour au lendemain et des déficits de recettes publiques.
- **L'industrie bénéficie en partie des financements publics de gouvernements riches et pollueurs qui sont en phase d'être supprimés.** Entre 2016 et 2019, les pays du G20 ont accordé 47 milliards de dollars de financement public en faveur des combustibles fossiles en Afrique, soit 3,7 fois le montant accordé aux énergies renouvelables. Toutefois, ces tendances commencent à changer. Alors que l'UE, le Royaume-Uni et les États-Unis, entre autres grandes économies, s'apprêtent à supprimer progressivement ces financements publics internationaux, les perspectives économiques du pétrole, du gaz et du charbon en Afrique sont sur le point de s'effacer davantage au profit d'autres secteurs - y compris des solutions alternatives renouvelable déjà compétitives en termes de coûts.

FIGURE 2: Prévisions d'émissions résultant de la production de pétrole, de gaz et de charbon dans tous les pays africains, par catégorie de réserve, 2020-2050, en milliards de tonnes de CO2.



Source : Etude réalisée par Oil Change International à partir des données de Rystad UCube

FIGURE 3: Top 16 des pays africains pour la production de pétrole et de gaz dans le cadre de nouveaux projets non encore approuvés (2020-2050)



Source : Etude réalisée par Oil Change International à partir des données de Rystad UCube

Dans ce rapport, nous présentons également certains des impacts de l'exploitation des combustibles fossiles dans des pays spécifiques ainsi que des mouvements populaires qui luttent pour mettre fin à l'exploitation des combustibles fossiles :

- Le mouvement pour une transition juste du charbon en **Afrique du Sud**
- La lutte contre le projet l'oléoduc est-africain entre l'**Ouganda et la Tanzanie** (EACOP) qui comporte des risques économiques et environnementaux.
- Les clauses " take-or-pay " du **Ghana** dans les contrats pétroliers et gaziers qui ont provoqué un alourdissement de la dette et écarté les énergies renouvelables.
- La résistance aux violations des droits de l'homme y compris la répression meurtrière de la société civile ainsi que les impacts environnementaux et sanitaires au niveau local au **Nigeria**.
- Le scandale Petro-Tim au **Sénégal**, un exemple de la rente des ressources qui finit dans les poches des particuliers et les comptes offshore plutôt que dans les caisses publiques et les projets locaux.
- Le projet-**Mozambique** de Total, le plus grand projet de gaz naturel liquéfié (GNL) d'Afrique. Le projet GNL se combine avec la disparité croissante des richesses, les impacts climatiques et les atteintes à l'environnement local qui alimentent les conflits violents.

Recommandations

L'année 2020 a donné un aperçu de ce à quoi pourrait ressembler un déclin non géré du secteur pétrolier et gazier dans le monde. Ce processus a frappé le plus durement les pays et les communautés les plus vulnérables, y compris un grand nombre de ceux qui dépendent fortement

des exportations de pétrole et de gaz en Afrique. **Comme le défendent depuis longtemps les mouvements de justice environnementale et d'autres mouvements de la société civile en Afrique, l'abandon des combustibles fossiles offre l'occasion de construire un système énergétique et une économie plus large qui soient des solutions locales, équitables et démocratiques.**

Une transition équitable requiert une prise de décision et une consultation des communautés locales pour leur permettre de déterminer comment la transition énergétique doit se dérouler dans leurs régions. Cependant, nous proposons quelques principes généraux qui devraient guider la transition de nos communautés vers une économie renouvelable, équitable et régénératrice : l'élimination progressive des combustibles fossiles ; des mouvements sociaux et des syndicats forts, des plans de transition justes au profit et qui sont pilotés par les travailleurs du secteur des combustibles fossiles et les communautés touchées, une diversification économique soucieuse de la population et de la planète, des énergies renouvelables pour tous, la promotion du contrôle démocratique et de l'appropriation par les communautés locales des ressources, la souveraineté alimentaire, le rejet des fausses solutions et militantisme vert, la promotion d'une coopération régionale plus approfondie et faire en sorte que les pollueurs paient pour les dommages qu'ils ont causé.

En nous appuyant sur le communiqué du Sommet des leaders africains de l'énergie de 2020 et du cadre pour une élimination progressive et équitable des combustibles fossiles de Muttitt et Kartha (2020),¹ nous formulons les recommandations fondamentales suivantes aux gouvernements africains :

- **Lorsque la production de combustibles fossiles est déjà une industrie établie :**
 - Élaborer des plans pour une élimination progressive et gérée des projets d'exploitation des combustibles fossiles existants d'ici 2050 au plus tard, parallèlement à une transition juste pour les travailleurs et les communautés.
 - Donner la priorité à l'élimination progressive des projets qui présentent le plus de risques pour les droits de l'homme et pour lesquels les communautés marginalisées subissent les effets les plus néfastes de la production de combustibles fossiles.
 - Mettre en œuvre des politiques industrielles et sociales qui favorisent la diversification de l'économie, en mettant l'accent sur les secteurs à faible émission de carbone, et contribuent à la création de communautés plus résilientes et équitables et à la planification participative.

- **Dans tous les pays, y compris là où la production de combustibles fossiles est prévue mais pas encore établie :**
 - Renforcer rapidement l'installation d'énergies renouvelables - en particulier les énergies renouvelables distribuées dans les zones hors réseau - afin de parvenir à un accès universel à l'énergie.

¹ Greg Muttitt and Sivan Kartha, "Equity, climate justice and fossil fuel extraction: principles for a managed phase out," *Climate Policy*, 20:8 (2020): pp. 1024-1042, <http://www.tandfonline.com/10.1080/14693062.2020.1763900>.

- Mettre fin à l'octroi de permis et d'autorisations pour les nouveaux projets d'exploitation de combustibles fossiles.
- Poursuivre le développement rapide des ressources inégalées d'énergie solaire et éolienne de l'Afrique pour atteindre l'objectif d'accès universel à l'énergie avant 2030 et passer à des systèmes d'énergie renouvelable plus résilients et répartis.

Le présent rapport insiste sur le fait que les gouvernements des pays riches doivent également faire leur part du travail. Nous formulons des recommandations pour qu'ils (a) soient les premiers et les plus rapides à éliminer progressivement la production de combustibles fossiles, (b) cessent de financer les combustibles fossiles et de prendre d'autres mesures qui entravent la transition juste et équitable des pays d'Afrique, et (c) financent la transition juste et équitable vers l'abandon des combustibles fossiles en Afrique et dans les pays du Sud, en fonction de leur responsabilité historique et actuelle dans la crise climatique.